

FIP ATOUT PME II

Fonds d'Investissement de Proximité

Article L. 214-41-1 du Code Monétaire et Financier et ses textes d'application

La présente notice a été **approuvée** par l'Autorité des Marchés Financiers
sous le n° FNS20080043 le 23 septembre 2008

Code ISIN : FR0010657320

Avertissement de l'Autorité des Marchés Financiers

Lorsque vous investissez dans un FIP (Fonds d'Investissement de Proximité), vous devez tenir compte des éléments et des risques suivants :

- Le Fonds va investir au moins 60 % des sommes collectées dans des entreprises à caractère régional, dont au moins 10 % dans des jeunes entreprises (créées depuis moins de 5 ans). Les 40 % restant seront éventuellement placés dans des instruments financiers autorisés par la réglementation, par exemple des actions ou des Fonds (ceci étant défini dans la notice du FIP).
- Pour vous faire bénéficier de l'avantage fiscal, les seuils de 10 % et de 60 % précédemment évoqués devront être respectés dans un délai maximum de 2 exercices et vous devrez conserver vos parts pendant au moins 5 ans. Cependant, la durée optimale du placement n'est pas liée à cette contrainte fiscale du fait d'investissements du Fonds dans des sociétés régionales, souvent de petites tailles, dont le délai de maturation est en général plus important.
- Votre argent va donc être, en partie, investi dans des entreprises qui ne sont pas cotées en bourse. La valeur de vos parts sera déterminée par la société de gestion, selon la méthodologie décrite dans le règlement du Fonds, sous le contrôle du dépositaire et du Commissaire aux Comptes du Fonds. Le calcul de cette valeur reste délicat.
- Le rachat de vos parts par le Fonds peut dépendre de la capacité de ce dernier à céder rapidement ses actifs ; elle peut donc ne pas être immédiate ou s'opérer à un prix inférieur à la dernière valeur liquidative connue. En cas de cession de vos parts à un autre souscripteur, le prix de cession peut également être inférieur à la dernière valeur liquidative connue.
- La performance du Fonds dépendra du succès des projets de ces entreprises. Ces projets étant risqués, vous devez être conscients des risques élevés de votre investissement. En contrepartie des possibilités de gain associées à ces projets et de l'avantage fiscal, vous devez prendre en compte le risque de pouvoir perdre de l'argent.

La situation des FIP précédents gérés par Aqua Asset Management relative au quota d'investissements éligibles est la suivante :

Dénomination	Date de création	Pourcentage de l'actif éligible à la date du 30 juin 2009	Date à laquelle l'actif doit comprendre au moins 60 % de titres éligibles
FIP SELECTION ENTREPRISES SUD OUEST	04/01/2005	70,23 %	30/06/2008
FIP ALLIANCE CAPITAL PME	30/11/2005	61,37 %	30/06/2008
FIP ATOUT PME	29/12/2006	61,18 %	30/06/2009
FIP ALLIANCE CAPITAL PME 2	24/12/2007	25,23 %	31/12/2009
FIP AUCTALYS CAPITAL PME	04/06/2008	35,59 %	30/06/2011

Identité du Fonds

ATOUT PME II est un Fonds dédié aux entreprises des régions Ile de France, Bourgogne, Rhône-Alpes et Languedoc-Roussillon.

Société de Gestion

Aqua Asset Management, SGP n° GP 00051
SAS au capital de 299 712 euros,
Inscrite au RCS de Paris sous le n° 433 515 616,
6, square de l'Opéra Louis-Jouvet, 75009 Paris,

Déléataire de la gestion comptable et administrative

SGSS NAV
10, passage de l'Arche - 92 034 Paris La Défense Cedex

Déléataire de la gestion financière pour la part de l'actif non soumise aux critères de proximité

Avenir Finance Investment Managers
Société de gestion agréée sous le n° GP02001,
12 rue Médéric - 75017 Paris

Dépositaire

Société Générale
29, boulevard Haussmann - 75 009 Paris
Société anonyme au capital de 738 409 055 euros,

Compartiments : non

Commissaire aux Comptes

RSM PARIS
26 rue Cambacérés 75008 Paris

Nourricier : non

1. Orientation de la gestion

a) Investissements dans les sociétés éligibles au quota de 60 %

Le Fonds a pour objet d'investir dans des entreprises à hauteur de 60 % de l'actif net dans la zone géographique composée des quatre régions limitrophes suivantes : Ile de France, Bourgogne, Rhône-Alpes et Languedoc-Roussillon.

Pour la part de l'actif (quota de 60 %) soumise aux critères de proximité, la gestion du Fonds sera assurée en toute indépendance par la Société de Gestion, au regard notamment des autres Fonds qu'elle gère et pourrait être amenée à gérer.

Pour la part de l'actif soumise aux critères de proximité, le Fonds privilégiera les sociétés saines et matures présentant des perspectives de croissance et de valorisation, en recherchant une diversification sectorielle du portefeuille de participations. Une attention particulière sera portée aux sociétés dont la taille avoisine ou dépasse 5 millions d'euros de chiffre d'affaires appartenant aux secteurs des services, des industries ou de la distribution.

Les investissements seront dédiés en priorité à des entreprises dynamiques disposant d'une antériorité sur leur marché et ayant des performances économiques probantes.

Le Fonds réalisera des prises de participation minoritaires s'inscrivant dans une logique de financement de la croissance (augmentation de capital ...), de réorganisation de l'actionariat (rachat d'actionnaires minoritaires, opérations patrimoniales des dirigeants) ou de transmission d'entreprises (acquisition de la société en collaboration avec l'équipe de direction en place ou un dirigeant reprenneur). Le montant unitaire des investissements du Fonds sera compris entre 100 000 et 1,5 millions d'euros, en fonction du montant des souscriptions recueillies.

Les prises d'investissement seront minoritaires, mais dans certains cas le cumul de co-investissements réalisés par le Fonds avec d'autres Fonds gérés par la Société de Gestion ou des investisseurs tiers, pourront conduire à ce que ceux-ci détiennent ensemble une participation significative, voire majoritaire, dans la société concernée.

Le Fonds investira essentiellement en valeurs mobilières simples (actions) ou composées (obligations convertibles en actions, obligations remboursables en actions, actions à bon de souscription d'actions...).

Durée maximale de la phase d'investissements en titres non cotés : quatre années à compter de la constitution du Fonds, sauf toutes opérations rendues nécessaires par la défense de l'intérêt des porteurs de parts, le respect des quotas ou toutes autres obligations de la Société de Gestion.

b) Investissements dans des actifs non éligibles au quota de 60 % (« Actif Hors Quota »)

Pour les 40% de l'actif non soumis aux critères de proximité de 60%, l'objectif est de mettre en œuvre une gestion diversifiée. Cette politique se traduira par un recours à des OPCVM agréés ou autorisés à la commercialisation en France par l'Autorité des Marchés Financiers, quelle qu'en soit la catégorie (y compris Fonds de Fonds), ou par l'acquisition directe de valeurs mobilières, émises par des sociétés françaises ou dont le siège est situé dans la zone Euro, cotées sur des marchés non réglementés, organisés ou réglementés ou non cotées.

La part allouée aux OPCVM actions, diversifiés, monétaires ou aux actions émises par des sociétés françaises ou européennes pourra atteindre 40% de l'actif du Fonds. Le risque de change sera réduit par un recours limité aux OPCVM et valeurs mobilières libellés en devises étrangères. Le risque de taux sera réduit grâce à une allocation en OPCVM obligataires limitée à un maximum de 40% de l'actif du Fonds. Ainsi, l'exposition à chacune des catégories d'actifs pourra varier de 0 à 40%.

En outre, le Fonds pourra investir dans la limite de 4% de son actif, dans des OPCVM de Fonds alternatifs de droit français dans le seul objectif de diversification du portefeuille. En revanche le Fonds n'aura pas recours aux warrants.

La gestion des 40% de l'actif du Fonds non soumis aux critères de proximité de 60%, sera assurée par une autre société de gestion agréée par l'AMF (ci-après dénommée le Délégué), dans le

cadre d'une délégation de gestion, cette société pouvant recourir à la multigestion, technique de sélection d'OPCVM et de diversification.

A la suite des décisions prises en matière d'allocation d'actifs la construction du portefeuille est mise en place en fonction d'une analyse quantitative (performances sur le long terme ; analyse des ratios et mesure du risque ; gestion et contrôle des risques) et qualitative (structure, encours, moyens informatiques, équipes, prestations externalisées et autres tiers impliqués pour la société ; actif, règles de gestion spécifiques liées au processus de gestion, juridiction, conditions de souscriptions / rachat, périodicité de valorisation de l'OPCVM ; processus de gestion et de contrôle des risques) des fonds.

c) Placement des capitaux collectés dans l'attente de leur investissement

Dans l'attente de leur investissement, les sommes collectées seront placées pour un maximum de 30% en actions en direct ou via des OPCVM, le solde étant investi en produits monétaires ou de taux par l'intermédiaire d'OPCVM.

d) Dissolution - Liquidation

La date estimée d'entrée en liquidation pourrait se situer en 2016. Il s'agit d'une date estimative qui pourra être avancée ou repoussée à l'initiative de la Société de Gestion en fonction de plusieurs paramètres dont notamment la durée de commercialisation du Fonds, les conditions de marché

La date à laquelle sera terminé le processus de liquidation du portefeuille de titres non cotés sera le 31 décembre 2018 au plus tard.

2. Catégories de parts

Les droits des copropriétaires de l'actif du Fonds sont représentés par des parts A et B conférant des droits différents aux porteurs de Parts.

Les parts A sont les parts représentant la contribution des souscripteurs. Elles ont vocation à recevoir : (a) un montant égal à leur montant souscrit et libéré, et (b) un montant égal à 80 % de la plus-value éventuellement réalisée par le Fonds. A la création du Fonds, chaque part A aura une valeur nominale de 500 euros.

Les parts B sont souscrites par la Société de Gestion, ses salariés, dirigeants et personne en charge de la gestion du Fonds. Elles ont vocation à recevoir : (a) un montant égal à leur montant souscrit et libéré, (b) un montant égal à 20 % de la plus-value éventuellement réalisée par le Fonds. A la création du Fonds, chaque part B aura une valeur nominale de 0,5 euros.

Les droits attachés aux parts A et B s'exerceront lors des distributions en espèces effectuées par le Fonds selon l'ordre de priorité d'imputation suivant :

- en premier lieu, les parts A, à concurrence d'une somme égale à l'intégralité des montants souscrits dans le Fonds (donc hors droit d'entrée) diminuée des sommes déjà distribuées aux parts A,
- en second lieu, les parts B, à concurrence d'une somme égale à l'intégralité des montants souscrits dans le Fonds;
- en troisième lieu, le solde éventuel est réparti entre les parts A et B comme suit :

- * à hauteur de 80 % dudit solde au profit des parts A ;
- * à hauteur de 20 % dudit solde au profit des parts B.

3. Affectation des revenus

Compte tenu de l'engagement de conservation pendant cinq (5) ans pris par les souscripteurs personnes physiques et de la nécessité pour ceux-ci de ne pas percevoir de produits pendant cette période, le Fonds capitalisera ses revenus distribuables pendant un délai de cinq (5) ans à compter du dernier Jour de Souscription.

Après ce délai, le Fonds pourra procéder à des distributions, qui devront intervenir dans les cinq (5) mois suivant la clôture d'un exercice.

4. Distribution d'actifs

Compte tenu de l'engagement de conservation pris par les souscripteurs personnes physiques, le Fonds ne distribuera aucun actif pendant un délai de cinq (5) ans à compter du dernier Jour de Souscription.

Après ce délai et jusqu'à l'ouverture de la période de liquidation, le Fonds pourra procéder à des distributions d'actif qui se feront en numéraire.

5. Durée de vie

Le Fonds est créé pour une durée de huit (8) ans à compter de sa date de constitution, avec faculté pour la Société de Gestion de proroger cette durée de deux fois un (1) an au maximum.

6. Date de clôture de l'exercice

Date de clôture du premier exercice : 31 décembre 2009.

Date de clôture des exercices suivants : 31 décembre de chaque année.

7. Périodicité d'établissement de la valeur liquidative

La valeur liquidative est établie tous les six (6) mois.

8. Souscriptions

Après agrément du Fonds par l'Autorité des Marchés Financiers, les investisseurs sont invités à souscrire au Fonds à une date désignée le Premier Jour de Souscription. La souscription est ensuite ouverte pendant une période se clôturant le 31 mars 2010.

Le dernier jour de souscription par les investisseurs est dénommé Dernier Jour de Souscription.

La souscription minimale correspond à 3 parts A, soit 1.500 euros. Les souscriptions doivent être intégralement libérées auprès du Dépositaire le jour de la souscription des parts. Elles sont effectuées en numéraire.

La souscription est constatée par un bulletin de souscription.

Chaque part A souscrite est majorée d'un droit d'entrée de 5 % TTC maximum versé à la Société de Gestion, soit 25 euros.

Les parts A souscrites avant l'établissement de la première valeur liquidative sont souscrites à leur valeur initiale.

Les parts A souscrites après l'établissement de la première valeur liquidative sont souscrites à la plus élevée des deux valeurs suivantes : valeur initiale de la part A ou dernière valeur liquidative publiée.

Pour chaque part A souscrite, le Fonds émettra une part B, dont la souscription est réservée à la Société de Gestion et aux personnes désignées par celle-ci, à savoir, les membres de l'équipe de gestion, ou du groupe Avenir Finance.

Les titulaires de parts B souscriront ainsi 0,1 % du montant total des souscriptions. Ces parts leur donneront droit, dès lors que la valeur nominale des parts A aura été remboursée, à percevoir 20 % des produits et plus-values nets. Aucun porteur de parts A n'aura le droit de souscrire à des parts B.

9. Rachats de parts

Les porteurs de parts A ne peuvent pas demander le rachat de leurs parts pendant la durée de vie du Fonds éventuellement prorogée.

Les parts B ne peuvent être rachetées qu'à la liquidation du Fonds ou après que les autres parts émises ont été amorties ou rachetées à concurrence du montant auquel ces autres parts ont été libérées.

Si la demande de remboursement d'un porteur de parts n'est pas satisfaite dans le délai d'un an après la période de blocage des rachats, celui-ci peut exiger la liquidation du Fonds.

Les rachats sont effectués exclusivement en numéraire. Il n'y a pas de rachat pendant la période de liquidation. Dans le cas où il serait néanmoins procédé à un rachat de parts, le rachat interviendrait à la prochaine valeur liquidative publiée et serait effectué sans frais.

10. Cessions de parts

Les parts sont cessibles à tout moment, dans les conditions fixées dans le Règlement du Fonds. Il est toutefois rappelé que les avantages fiscaux bénéficiant aux personnes physiques sont conditionnés à la conservation des parts pendant une durée minimale de cinq (5) ans à compter de leur souscription. Les porteurs ont la faculté de demander à la Société de Gestion de rechercher un acquéreur.

Dans le cas où la Société de Gestion trouverait un acquéreur, elle prélève une commission de 4.5 % TTC du prix de cession payée par le cédant.

11. Frais de fonctionnement

11.1 Rémunération de la Société de Gestion

Cette rémunération payée par le Fonds à la Société de Gestion est fixée pour chaque exercice de douze mois à 3,65 % TTC maximum de l'actif net du Fonds. Des acomptes trimestriels peuvent être prélevés à terme échu, le dernier jour de chaque trimestre civil, d'un montant maximal égal à 0,9125 % TTC (i) pendant la période de souscription, et (ii) après clôture de la période de souscription. Ces acomptes font l'objet d'une régularisation lors de l'arrêté des comptes du Fonds.

La commission de la Société de Gestion n'est pas assujettie à la TVA.

Pour le calcul de la commission de gestion et des acomptes, l'actif net retenu est le dernier actif net du Fonds validé par les Commissaires aux Comptes. S'agissant des acomptes calculés pendant la période de souscription, il sera retenu le montant des souscriptions nettes de droits d'entrée du Fonds au dernier jour du trimestre civil.

Les frais de gestion énumérés ci-dessus seront perçus jusqu'à la fin des opérations de liquidation.

En cas d'exercice inférieur ou supérieur à douze mois, le montant total des frais de gestion énumérés ci-dessus sera calculé *pro rata temporis*.

11.2 Autres frais plafonnés

a. La rémunération du Commissaire aux Comptes

La rémunération du Commissaire aux Comptes, négociée par la Société de Gestion, sera payée par le Fonds à terme échu le dernier jour de chaque exercice. Des acomptes peuvent être prélevés en cours d'exercice.

Ces frais seront plafonnés à 0,25 % de l'actif net du Fonds par exercice de douze mois, et avec un minimum de 10 000 € et seront perçus jusqu'à la fin des opérations de liquidation

En cas d'exercice inférieur ou supérieur à douze mois, le montant total de ces frais sera calculé *pro rata temporis*.

b. La rémunération du Dépositaire

La rémunération du Dépositaire, négociée par la Société de Gestion, sera payée par le Fonds à terme échu le dernier jour de chaque exercice. Des acomptes peuvent être prélevés en cours d'exercice.

Ces frais seront plafonnés à 0,15 % de l'actif net du Fonds par exercice de douze mois, et avec un minimum de 5 000 € et seront perçus jusqu'à la fin des opérations de liquidation.

En cas d'exercice inférieur ou supérieur à douze mois, le montant total de ces frais sera calculé *pro rata temporis*.

c. Les frais relatifs aux obligations légales du Fonds, notamment administratives et comptables et de communication avec les porteurs

Il s'agit des frais administratifs, de comptabilité, d'impression, de télécommunication et d'affranchissement, notamment pour les rapports et notices prévus par la réglementation en vigueur, mais également pour la communication non obligatoire à destination des porteurs.

Ces frais seront plafonnés à 0,25 % de l'actif net du Fonds par exercice de douze mois, et avec un minimum de 10 000 € et seront perçus jusqu'à la fin des opérations de liquidation. Des acomptes peuvent être prélevés en cours d'exercice.

En cas d'exercice inférieur ou supérieur à douze mois, le montant total de ces frais sera calculé *pro rata temporis*.

Pour le calcul des frais énumérés ci-dessus aux points a, b et c et des acomptes, l'actif net retenu est le dernier actif net Fonds validé par les Commissaires aux Comptes. S'agissant des acomptes calculés pendant la période de souscription, il sera retenu le montant des souscriptions nettes de droits d'entrée du Fonds au dernier jour du trimestre civil.

11.3 Frais liés à l'activité d'investissements

Les frais afférents à l'étude, et/ou la négociation, et/ou la réalisation, et/ou la gestion et/ou la cession des investissements qui seront à la charge du Fonds comprennent notamment :

- les frais éventuels d'intermédiaires et de courtage et les frais de portage ;
- les honoraires juridiques, les frais d'études et d'audits, de conseils ;
- les frais d'assurances éventuellement contractées auprès de la Sofaris ou d'autres organismes (assurance RCP pour les mandats sociaux dans les participations) ;
- l'impôt sur les opérations de bourse éventuellement dû ainsi que sur tout droit et taxe pouvant être dus à raison ou à l'occasion des acquisitions ou cessions des participations sous quelle que forme que ce soit et notamment les droits d'enregistrement prévus par l'article 726 du Code général des impôts ;
- le cas échéant, les frais de contentieux.

Ces frais sont induits par l'activité du Fonds. La Société de Gestion fera en sorte que leur montant soit en tout état de cause proportionné à l'opération d'investissement envisagée, de suivi ou de cession de la participation ainsi qu'à la nature des prestations

qu'ils rémunèrent. Ils sont plafonnés à 2 % TTC de l'actif net du Fonds mais seront en moyenne inférieurs à ce plafond. Dans le cas où ils viendraient à dépasser ce plafond, la quote-part excédentaire sera à la charge de la Société de Gestion. Ces frais sont prélevés annuellement. Des acomptes peuvent être perçus par la Société de Gestion en cours d'exercice.

11.4 Frais de constitution

Des frais de constitution d'un montant égal à 1.50 % TTC maximum des souscriptions nettes de droit d'entrée recueillies par le Fonds, sont prélevés au profit de la Société de Gestion le Dernier Jour de Souscription. Des acomptes pourront être prélevés à la fin de chaque trimestre civil, sur la base des nouvelles parts souscrites au cours dudit trimestre civil écoulé.

12. Libellé de la devise de comptabilité

Le Fonds opère en euros (portefeuille, comptabilité). Les investisseurs étrangers doivent donc accepter le risque de fluctuation par rapport à leur monnaie.

13. Dissolution - Liquidation

Date estimée d'entrée en liquidation : 2016.

Date à laquelle sera terminé, en principe, le processus de liquidation du portefeuille de titres non cotés : 2018

Tableau récapitulatif des frais et commissions

L'année de souscription, compte tenu des droits d'entrée de 5% maximum, l'ensemble des frais peuvent dépasser 10%.

Nature des frais	Taux	Assiette	Périodicité
Droits d'entrée	5% TTC maximum	Montant des souscriptions	Ponctuelle à la souscription
Commission de gestion	3,65% TTC maximum	Actif net du Fonds	Annuelle (acomptes trimestriels possibles)
Rémunération du Commissaire aux Comptes	0,25 % TTC maximum (10 000 € minimum)	Actif net du Fonds	Annuelle (acomptes trimestriels possibles)
Rémunération du Dépositaire	0,15 % TTC maximum (ou 5 000 € minimum)	Actif net du Fonds	Annuelle (acomptes trimestriels possibles)
Frais de gestion administrative et comptables du Fonds	0,25 % TTC maximum (ou 10 000 € minimum)	Actif net du Fonds	Annuelle (acomptes trimestriels possibles)
Frais liés à l'activité d'investissements	2% TTC maximum	Actif net du Fonds	Annuelle (acomptes trimestriels possibles)
Frais de constitution	1,5 % TTC maximum	Montant des souscriptions	Ponctuelle, à la constitution du Fonds

Adresse de la Société de Gestion :

Aqua Asset Management - 6, square de l'Opéra Louis Jovet - 75009 Paris

Adresse du Dépositaire :

Société Générale - 29, boulevard Haussmann - 75 009 Paris

Souscriptions et rachats :

A adresser à la Société de Gestion pour transmission au Dépositaire.

Valeurs liquidatives :

Les valeurs liquidatives les plus récentes sont communiquées à tous les porteurs qui en font la demande. Elles sont affichées dans les locaux de la Société de Gestion et communiquées à l'Autorité des Marchés Financiers.

La présente Notice d'Information doit obligatoirement être remise à la souscription et mise à la disposition du public sur simple demande.

Le Règlement du Fonds d'Investissement de Proximité, ainsi que le dernier document périodique sont disponibles auprès d'Aqua Asset Management - 6, square de l'opéra Louis Jovet - 75009 Paris.